



## FAQ2021-13 FREQUENTLY ASK QUESTIONS / FOIRE AUX QUESTIONS

(adopted by IRE Council on 19<sup>th</sup> February 2021 /  
adoptée par le Conseil de l'IRE le 19 février 2021)

Regulation No 537/2014 relating to the monitoring of the fee cap of non-audit services / Règlement UE n° 537/2014 concernant le suivi du plafonnement des honoraires perçus pour des services autres que d'audit

### 1. OBJECTIVE / OBJET

The purpose of the present "Frequently Asked Questions" (FAQs) is to provide additional information on practical aspects relating to the monitoring of the fee cap of non-audit services.

This document must be read in conjunction with the CSSF's FAQs concerning the EU Regulation No 537/2014 relating to the monitoring of the fee cap of non-audit services<sup>1</sup> and with the guidelines on monitoring the fee cap of non-audit services<sup>2</sup> issued by the "CEAOB"<sup>3</sup>.

Cette foire aux questions a pour objet d'apporter des informations complémentaires concernant le suivi du plafonnement des honoraires perçus pour des services autres que d'audit.

La présente doit être lu conjointement avec les Questions/Réponses de la CSSF relatives au règlement UE n° 537/2014 concernant le suivi du plafonnement des honoraires perçus pour des services autres que d'audit<sup>1</sup> et avec les lignes directrices sur le contrôle du plafond des honoraires des services autres que d'audit<sup>2</sup> publiées par le « CEAOB »<sup>3</sup>.

### 2. LIMITATIONS

The clarifications and interpretations of the regulation (EU) n° 537/2014 of the European Parliament and of the Council of 16 April 2014 on specific requirements regarding statutory audit of public-interest entities summarise conclusions drawn from questions put to the IRE and are of a purely informative nature. They are not normative in nature and in no way bind the "Institut des réviseurs d'entreprises" (hereinafter "IRE"). The reader should always refer to national and European legislation and, if necessary, seek advice from a legal professional.

*The IRE, its Board and/or its Secretariat accept no responsibility for the content of this document and any damage resulting from its use and suffered by a party who has relied on this document in its decisions, actions or inactions.*

These FAQs are the result of ongoing discussions at European and national level and are therefore subject to further modification.

Les précisions et interprétations du règlement (UE) n° 537/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relatif aux exigences spécifiques applicables au contrôle légal des comptes des entités d'intérêt public résument des conclusions tirées à la suite de certaines questions posées à l'IRE et ont un caractère purement informatif. Elles ne présentent aucun caractère normatif et ne lient, en aucun cas, l'Institut des Réviseurs d'Entreprises (ci-après « IRE »). Le lecteur doit en tout temps se référer à la législation nationale et européenne ainsi que, le cas échéant, prendre conseil auprès d'un professionnel du droit.

*L'IRE, son Conseil et/ou son secrétariat déclinent toute responsabilité quant au contenu de la présente et aux dommages éventuels qui résulteraient de son utilisation et seraient subis par une partie qui se serait fondée dans ses décisions, ses actions ou inactions, sur la présente.*

Ce FAQ résulte des discussions toujours en cours au niveau européen et au niveau national et est, de ce fait, susceptible de modifications ultérieures.

<sup>1</sup> [https://www.cssf.lu/fr/cadre-reglementaire/?entity\\_type=372&content\\_type=1489](https://www.cssf.lu/fr/cadre-reglementaire/?entity_type=372&content_type=1489)

<sup>2</sup> [https://ec.europa.eu/info/files/180921-ceaob-monitoring-fee-cap-non-audit-services\\_fr](https://ec.europa.eu/info/files/180921-ceaob-monitoring-fee-cap-non-audit-services_fr)

<sup>3</sup> Committee of European Auditing Oversight Bodies



## FAQ2021-13 FREQUENTLY ASK QUESTIONS / FOIRE AUX QUESTIONS

(adopted by IRE Council on 19<sup>th</sup> February 2021 /  
adoptée par le Conseil de l'IRE le 19 février 2021)

### 3. QUESTION(S) & ANSWER(S) / QUESTION(S) & RÉPONSE(S)

#### 3.1. How to take into account fees for specific engagements in monitoring the cap on fees for non-audit services? / Comment prendre en compte les honoraires de certaines missions particulières pour le suivi du plafonnement des honoraires perçus pour des services autres que d'audit ?

The following table provides a classification for specific engagements : Le tableau suivant propose une classification pour certaines missions particulières :

#### TABLEAU DÉTAILLÉ

Assurance services / <a href="#">Services d'assurances</a>	Regarded as statutory audit fees / <a href="#">Repris dans les honoraires du contrôle légal des comptes</a>	Regarded as non-audit services fees / <a href="#">Repris dans les honoraires autres que le contrôle légal des comptes</a>	Not considered for CAP monitoring purposes / <a href="#">Non repris dans la cadre de la supervision du « CAP »</a>	Comments / <a href="#">Commentaires</a>
Statutory audits / <a href="#">Contrôle legal des comptes</a>	X			-
Audits and reviews of interim financial statements / <a href="#">Audits et examens des états financiers intérimaires</a>	X	X		Only the fees for the procedures that can be considered as a preliminary work for the statutory audit of the PIE can be regarded as statutory audit fees. Remaining portion of the fees, if any, must be considered as for non-audit services.  <a href="#">Seuls les honoraires pour les travaux d'audit qui peuvent être considérés comme un travail préliminaire pour le contrôle légal des comptes de l'EIP peuvent être repris dans les honoraires du contrôle légal des comptes. La partie restante des honoraires, le cas échéant, doit être considérée comme des services autres que d'audit.</a>



## FAQ2021-13 FREQUENTLY ASK QUESTIONS / FOIRE AUX QUESTIONS

(adopted by IRE Council on 19<sup>th</sup> February 2021 /  
adoptée par le Conseil de l'IRE le 19 février 2021)

Assurance services / <a href="#">Services d'assurances</a>	Regarded as statutory audit fees / <a href="#">Repris dans les honoraires du contrôle légal des comptes</a>	Regarded as non-audit services fees / <a href="#">Repris dans les honoraires autres que le contrôle légal des comptes</a>	Not considered for CAP monitoring purposes / <a href="#">Non repris dans la cadre de la supervision du « CAP »</a>	Comments / <a href="#">Commentaires</a>
Contractual audits / <a href="#">Contrôles contractuels des comptes</a>	X	X		<p>Only the fees for the audit procedures used as part of the statutory audit of annual and/or consolidated financial statements of an audited parent undertaking located in the EU to fulfil a legal obligation can be regarded as statutory audit fees. Remaining portion of the fees, if any, must be considered as for non-audit services.</p> <p><a href="#">Seuls les honoraires relatifs aux travaux d'audit réalisés dans le cadre du contrôle légal des comptes et/ou des comptes consolidés d'une entreprise mère contrôlée située dans l'UE pour satisfaire à une obligation légale peuvent être repris dans les honoraires du contrôle légal des comptes. La partie restante des honoraires, le cas échéant, doit être considérée comme des services autres que d'audit.</a></p>
Audits and reviews of reporting packages / <a href="#">Audits et examens des liasses de consolidation</a>	X	X		<p>Only the fees for the procedures used for the statutory audit of the consolidated financial statements of a parent undertaking and/or for the statutory audit of the PIE can be regarded as statutory audit fees. Remaining portion of the fees, if any, must be considered as for non-audit services.</p> <p><a href="#">Seuls les honoraires relatifs aux travaux d'audit réalisés dans le cadre du contrôle légal des comptes consolidés d'une entreprise mère et/ou pour le contrôle légal des comptes de l'EIP peuvent être repris dans les honoraires du contrôle légal des comptes. La partie restante des honoraires, le cas échéant, doit être considérée comme des services autres que d'audit.</a></p>



## FAQ2021-13 FREQUENTLY ASK QUESTIONS / FOIRE AUX QUESTIONS

(adopted by IRE Council on 19<sup>th</sup> February 2021 /  
adoptée par le Conseil de l'IRE le 19 février 2021)

Assurance services / <a href="#">Services d'assurances</a>	Regarded as statutory audit fees / <a href="#">Repris dans les honoraires du contrôle légal des comptes</a>	Regarded as non-audit services fees / <a href="#">Repris dans les honoraires autres que le contrôle légal des comptes</a>	Not considered for CAP monitoring purposes / <a href="#">Non repris dans la cadre de la supervision du « CAP »</a>	Comments / <a href="#">Commentaires</a>
Audit procedures required by third country authorities (eg: PCAOB) / <a href="#">Travaux additionnels requis par une autorité d'un pays tiers (p.ex.: PCAOB)</a>	X	X		<p>Only the fees for the audit procedures also used for the PIE statutory audit can be regarded as statutory audit fees. Remaining portion of the fees, if any, must be considered as for non-audit services.</p> <p><a href="#">Seuls les honoraires pour les travaux d'audit également utilisés pour le contrôle légal des comptes des EIP peuvent être repris dans les honoraires du contrôle légal des comptes. La partie restante des honoraires, le cas échéant, doit être considérée comme des services autres que d'audit.</a></p>
SOC engagements / <a href="#">Engagements "SOC"</a>	X	X		<p>Only the fees for the procedures also used for the PIE statutory audit can be regarded as statutory audit fees. Remaining portion of the fees, if any, must be considered as for non-audit services.</p> <p><a href="#">Seuls les honoraires pour les travaux d'audits également utilisés pour le contrôle légal des comptes des EIP peuvent être repris dans les honoraires du contrôle légal des comptes. La partie restante des honoraires, le cas échéant, doit être considérée comme des services autres que d'audit.</a></p>



## FAQ2021-13 FREQUENTLY ASK QUESTIONS / FOIRE AUX QUESTIONS

(adopted by IRE Council on 19<sup>th</sup> February 2021 /  
adoptée par le Conseil de l'IRE le 19 février 2021)

Assurance services / <a href="#">Services d'assurances</a>	Regarded as statutory audit fees / <a href="#">Repris dans les honoraires du contrôle légal des comptes</a>	Regarded as non-audit services fees / <a href="#">Repris dans les honoraires autres que le contrôle légal des comptes</a>	Not considered for CAP monitoring purposes / <a href="#">Non repris dans la cadre de la supervision du « CAP »</a>	Comments / <a href="#">Commentaires</a>
Non-audit services required by third country authorities (eg: specific work and reports for funds distributed in Hong Kong) / <a href="#">Services non audit requis par une autorité d'un pays tiers (p.ex.: travaux spécifiques et rapports pour les fonds distribués à Hong Kong)</a>		X		-
"Commissaire à la liquidation" engagements, only for those entities for which the engagement has to be conducted by the REA of the audited entity (OPCs, SICARs, RAIFs) / <a href="#">Mission de commissaire à la liquidation qui doivent être réalisées par le REA de l'entité auditée (OPC, SICAR, FIAR)</a>			X	-
"Commissaire à la liquidation" engagements for entities other than OPCs, SICARs and RAIFs / <a href="#">Mission de commissaire à la liquidation pour les entités autres que les OPC, SICAR et FIAR</a>		X		-
Contribution in kind engagements / <a href="#">Missions d'apports en nature</a>		X		-



## FAQ2021-13 FREQUENTLY ASK QUESTIONS / FOIRE AUX QUESTIONS

(adopted by IRE Council on 19<sup>th</sup> February 2021 /  
adoptée par le Conseil de l'IRE le 19 février 2021)

Assurance services / <a href="#">Services d'assurances</a>	Regarded as statutory audit fees / <a href="#">Repris dans les honoraires du contrôle légal des comptes</a>	Regarded as non-audit services fees / <a href="#">Repris dans les honoraires autres que le contrôle légal des comptes</a>	Not considered for CAP monitoring purposes / <a href="#">Non repris dans la cadre de la supervision du « CAP »</a>	Comments / <a href="#">Commentaires</a>
Mergers or demergers engagements, unless required to be conducted by the REA by the CSSF under one of the legal provisions listed in the last item below / <a href="#">Missions de commissaire à la fusion ou scission</a> sauf lorsqu'il est requis qu'elles soient réalisées par un REA par la CSSF suivant une disposition légale mentionnée à la dernière rubrique ci-après		X		-
Mergers / demergers engagements required to be conducted by the Réviseur d'Entreprises Agréé by the CSSF under one of the legal provisions listed in the last item below / <a href="#">Missions de commissaire à la fusion ou scission</a> lorsqu'il est requis qu'elles soient réalisées par un REA par la CSSF suivant une disposition légale mentionnée à la dernière rubrique ci-après			X	-
Long form reports for Banks, Funds and Investment firms / <a href="#">Comptes-rendus analytiques de révision des établissements de crédit, des entreprises d'investissement et des fonds</a>			X	-



## FAQ2021-13 FREQUENTLY ASK QUESTIONS / FOIRE AUX QUESTIONS

(adopted by IRE Council on 19<sup>th</sup> February 2021 /  
adoptée par le Conseil de l'IRE le 19 février 2021)

Assurance services / <a href="#">Services d'assurances</a>	Regarded as statutory audit fees / <a href="#">Repris dans les honoraires du contrôle légal des comptes</a>	Regarded as non-audit services fees / <a href="#">Repris dans les honoraires autres que le contrôle légal des comptes</a>	Not considered for CAP monitoring purposes / <a href="#">Non repris dans la cadre de la supervision du « CAP »</a>	Comments / <a href="#">Commentaires</a>
Separate reports for insurance and reinsurance companies / <a href="#">Rapport distinct des sociétés d'assurance et de réassurance</a>			X	-
Solvency II reports for insurance companies / <a href="#">Rapport "solvency II" pour les sociétés d'assurance</a>			X	-
AML/CFT reports for insurance companies / <a href="#">Rapport LBC/FT pour les sociétés d'assurance</a>			X	-
Interim dividend engagements / <a href="#">Missions relatives à la distribution d'acomptes sur dividendes</a>			X	-
Comfort letters / <a href="#">Lettres de confort</a>  Unless a legal framework requires a comfort letter / <a href="#">Sauf si un cadre légal requière une lettre de confort</a>		X	X	-
Ad hoc reports prepared for a Master Fund when its closing date differs from Feeder Fund's closing date / <a href="#">« Ad Hoc report » établi pour un OPCVM maître lorsque sa date de clôture ne coïncide pas avec celle de l'OPCVM nourricier</a>			X	-



## FAQ2021-13 FREQUENTLY ASK QUESTIONS / FOIRE AUX QUESTIONS

(adopted by IRE Council on 19<sup>th</sup> February 2021 /  
adoptée par le Conseil de l'IRE le 19 février 2021)

Assurance services / <a href="#">Services d'assurances</a>	Regarded as statutory audit fees / <a href="#">Repris dans les honoraires du contrôle légal des comptes</a>	Regarded as non-audit services fees / <a href="#">Repris dans les honoraires autres que le contrôle légal des comptes</a>	Not considered for CAP monitoring purposes / <a href="#">Non repris dans la cadre de la supervision du « CAP »</a>	Comments / <a href="#">Commentaires</a>
Fund audits as of liquidation date / <a href="#">Audit d'un fond à la date de mise en liquidation</a>			X	-
Engagements "FINMA" prudential supervision / <a href="#">Missions « FINMA » supervision prudentielle</a>			X	-
LuxGAAP / FINREP reconciliation engagements / <a href="#">Missions de contrôle des réconciliations LuxGAAP / FINREP</a>			X	-
Redemption in kind engagements for ETF (Exchange Traded Funds) / <a href="#">Rachats en nature pour les fonds "ETF"</a>			X	-
"Tax reclaims" services / <a href="#">Services de "tax reclaims"</a>		X	X	<p>If the services are invoiced directly to the beneficiary entity, then the related fees are classified as non-audit services. If this is not the case, then such fees are not considered for the CAP.</p> <p><a href="#">Si les services sont facturés directement à l'entité bénéficiaire, les frais correspondants sont alors classés comme des services autres que d'audit. Si ce n'est pas le cas, ces frais ne sont pas pris en compte dans le cadre de la supervision du "CAP".</a></p>





## FAQ2021-13 FREQUENTLY ASK QUESTIONS / FOIRE AUX QUESTIONS

(adopted by IRE Council on 19<sup>th</sup> February 2021 /  
adoptée par le Conseil de l'IRE le 19 février 2021)

Assurance services / <a href="#">Services d'assurances</a>	Regarded as statutory audit fees / <a href="#">Repris dans les honoraires du contrôle légal des comptes</a>	Regarded as non-audit services fees / <a href="#">Repris dans les honoraires autres que le contrôle légal des comptes</a>	Not considered for CAP monitoring purposes / <a href="#">Non repris dans la cadre de la supervision du « CAP »</a>	Comments / <a href="#">Commentaires</a>
Other ad hoc engagements that can be required by the CSSF to be conducted by the REA for: / <a href="#">Autres engagements ad hoc dont la CSSF peut exiger la conduite par le REA pour:</a> <ul style="list-style-type: none"><li>• Banks, under article 54(1) and (2) of the law of 5 April 1993 / <a href="#">les établissements de crédit en application de l'article 54 paragraphes (1) et (2) de la loi modifiée du 5 avril 1993</a></li></ul>			X	As per CSSF release dated 23 December 2019.  <a href="#">Selon le communiqué de la CSSF du 23 décembre 2019.</a>



## FAQ2021-13 FREQUENTLY ASK QUESTIONS / FOIRE AUX QUESTIONS

(adopted by IRE Council on 19<sup>th</sup> February 2021 /  
adoptée par le Conseil de l'IRE le 19 février 2021)

Assurance services / <a href="#">Services d'assurances</a>	Regarded as statutory audit fees / <a href="#">Repris dans les honoraires du contrôle légal des comptes</a>	Regarded as non-audit services fees / <a href="#">Repris dans les honoraires autres que le contrôle légal des comptes</a>	Not considered for CAP monitoring purposes / <a href="#">Non repris dans la cadre de la supervision du « CAP »</a>	Comments / <a href="#">Commentaires</a>
<ul style="list-style-type: none"><li>• Funds, under articles 104(4), (5) and 154(3) of the law of 17 December 2010 / <a href="#">les fonds en application des articles 104 paragraphes (4) et (5) ainsi que l'article 154 paragraphe (3) de la loi modifiée du 17 décembre 2010</a></li><li>• Insurance and reinsurance companies, under article 95(1) of the law of 7 December 2015 / <a href="#">les sociétés d'assurance et de réassurance en application de l'article 95 paragraphe (1) de la loi modifiée du 7 décembre 2015</a></li><li>• SIF, under article 55(3) of the law of 13 February 2017 / <a href="#">les FIS en application de l'article 55 paragraphe (3) de la loi modifiée du 13 février 2017</a></li><li>• SICAR, under article 27(3) of the law of 15 June 2004 / <a href="#">les SICAR en application de l'article 27 paragraphe (3) de la loi modifiée du 15 juin 2004</a></li></ul>				



## FAQ2021-13 FREQUENTLY ASK QUESTIONS / FOIRE AUX QUESTIONS

(adopted by IRE Council on 19<sup>th</sup> February 2021 /  
adoptée par le Conseil de l'IRE le 19 février 2021)

Assurance services / <a href="#">Services d'assurances</a>	Regarded as statutory audit fees / <a href="#">Repris dans les honoraires du contrôle légal des comptes</a>	Regarded as non-audit services fees / <a href="#">Repris dans les honoraires autres que le contrôle légal des comptes</a>	Not considered for CAP monitoring purposes / <a href="#">Non repris dans la cadre de la supervision du « CAP »</a>	Comments / <a href="#">Commentaires</a>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Securitization vehicles, under article 48(4) of the law of 22 March 2004 / <a href="#">les véhicules de titrisation en application de l'article 48 paragraphe (4) de la loi modifiée du 22 mars 2004</a></li> <li>• Institutions for occupational retirement provision in the form of an ASSEP or SEPCAV, under article 90(3) of the law of 13 July 2005 / <a href="#">les régimes de retraite professionnelle sous forme d'ASSEP ou de SEPCAV en application de l'article 90 paragraphe (3) de la loi modifiée du 13 juillet 2005</a></li> <li>• AIFM, under article 7 bis (4) and (5) of the law of 12 July 2013 / <a href="#">les AIFM en application de l'article 7bis paragraphe (4) et (5) de la loi modifiée du 12 juillet 2013</a></li> <li>• Payment/electronic money institutions, under article 37(2) and (3) of the law of 10 November 2009 / <a href="#">les établissements de paiement/de monnaie électronique en application de l'article 37 paragraphes (2) et (3) de la loi modifiée du 10 novembre 2009</a></li> </ul>				

Fin